

Mathias Reynard se confie sur Crans-Montana

«On ne passera jamais à autre chose, on est marqué à vie»

Un mois après l'incendie de Crans-Montana, Mathias Reynard, revient sur les premières heures du drame. Le président du gouvernement valaisan revient sur la gestion de crise et le poids humain de la tragédie. Interview.

Publié: 05.02.2026 à 07:59 heures | Dernière mise à jour: 05.02.2026 à 17:27 heures



Partager



Écouter



1/6



Mathias Reynard nous a reçu dans son bureau, à Sion, pour un entretien exclusif.

Photo: Sedrik Nemeth



Lucie Fehlbaum

Cheffe de la rédaction Actualité de Blick Romandie

Son discours a ému la Suisse entière. Le 9 janvier dernier, lors de la cérémonie d'hommage aux familles et aux victimes de l'incendie de Crans-Montana, Mathias Reynard a pris le pays sous son aile, porté par une émotion rare. Depuis les premières heures de la nouvelle année, le président du gouvernement valaisan – ministre de la Santé, des affaires sociales et de la culture – est au front.

Enseignant de métier, il a très vite réalisé que nombre de victimes avaient l'âge de ses élèves. A la tête d'un canton scruté par le monde entier, il assume une responsabilité immense.

Son gouvernement vient de débloquent dix millions de francs pour doter une fondation indépendante, destinée à soutenir durablement les proches touchés par le drame. Le Valais prendra en charge l'ensemble des frais de rapatriement et de funérailles, quelle que soit la situation financière des familles.

Mais si Mathias Reynard a permis au pays de faire corps, ce n'est pas seulement par des décisions politiques. Nous l'écrivions dans un commentaire: il a été le cœur et la poigne dont la Suisse avait besoin. Lui-même l'a dit, dans la vaste halle de Martigny Expo, aménagée en urgence pour accueillir l'hommage aux victimes: «Je m'exprime en ma qualité de représentant du canton, mais aussi en tant qu'être humain.» Un être humain qui dirige sans craindre de pleurer, d'assumer sa part de chair et d'émotions.

Une émotion qui reste vive chez Mathias Reynard, peu enclin à se mettre en scène en interview. Il a pourtant accepté, à titre exceptionnel, de se livrer sur la crise que traverse le Valais – et la Suisse – depuis l'aube de cette nouvelle année.

Mathias Reynard, comment vous êtes-vous réveillé le 1er janvier au matin?

Je ne me suis pas réveillé, parce que je ne me suis pas couché. Les premières nouvelles sont arrivées peu après le drame, par plusieurs biais, notamment le chef du 144, qui est lié à mon département. Il m'annonçait qu'il y avait eu une explosion, un drame. Que potentiellement il y avait des morts. Ensuite, j'ai tout de suite été au téléphone avec l'hôpital, mes équipes, les secours et mon collègue de la Sécurité, Stéphane Ganzer.

A quel moment avez-vous compris l'ampleur réelle de la tragédie?

On n'a pas tout de suite mesuré son ampleur, évidemment. C'est au fur et à mesure que les équipes sont arrivées sur place et ont découvert la situation qu'on a compris à quel point c'était grave. J'ai d'abord coordonné des téléphones, les premières mesures pour assurer que l'hôpital allait vite réagir, que tout fonctionnait au niveau des secours. Puis, très vite, j'ai pris la décision de monter sur place.

Avez-vous d'abord pris des nouvelles de vos proches, ou êtes-vous immédiatement entré dans votre rôle de président?

Dans un moment comme ça, n'importe qui se demande aussi s'il n'a pas des proches concernés. Comme président du gouvernement, je devais gérer la crise, mais j'avais évidemment peur pour les miens aussi. J'ai donc fait des téléphones et des messages, attendant avec fébrilité les réponses. Comme beaucoup de soignants, d'ailleurs, qui se sont retrouvés à soigner les blessés en ayant peur que l'un de leurs proches ne soit touché.

Qu'avez-vous ressenti une fois arrivé à Crans-Montana, au petit matin?

On a de la peine à réaliser sans avoir vu. Et c'est évidemment difficile, ensuite, de sortir ça de sa tête.

Avez-vous droit à un soutien psychologique, comme vous l'avez mis en place pour vos compatriotes en Valais?

Si on en fait la demande, oui.



**On doit pouvoir prendre un minimum soin de soi
pour pouvoir prendre soin des autres**

MATHIAS REYNARD, PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT VALAISAN



Vous n'avez peut-être pas le temps d'en profiter?

Oui, j'ai eu un soutien psychologique. Et je pense que c'est important de le dire. Ce n'est pas une honte ou un tabou. C'est normal de demander de l'aide dans ce genre de situation. Pour que je puisse continuer à bien faire mon travail, j'ai eu besoin de soutien, sinon j'aurais eu de la peine à continuer. Même s'il y a encore, des semaines après, énormément d'émotion, on doit, au quotidien, continuer à travailler, prendre des décisions, faire en sorte d'être à la hauteur. Pour moi, c'était une nécessité.

C'était important pour vous de ne pas être le cordonnier le plus mal chaussé?

Il faut tenir le coup sur la longue durée. On ne passera jamais à autre chose, on restera marqué à vie. Mais tenir le coup, tout faire pour prendre les bonnes décisions, on le doit aux citoyens, aux familles, aux victimes. On doit pouvoir prendre un minimum soin de soi pour pouvoir prendre soin des autres. Si on n'arrive pas à dormir, si on n'a pas les instruments pour faire face, à la fin, on ne tient pas le coup. Il y avait un besoin d'être là à 100 %, tout le temps pendant les premiers jours, et c'est ce qu'on a fait avec mon collègue Stéphane Ganzer. On était en continu sur place auprès des équipes, auprès des familles, c'était essentiel.

A votre arrivée à Crans-Montana, vous avez immédiatement été à la rencontre des victimes, des secouristes?

Oui, on tenait, avec mon collègue, à être aux côtés des pompiers, des policiers, de la protection civile, des équipes de secours, des psychologues d'urgence... De tous les gens qui ont fait, sur le terrain, un travail qui est admirable. On est aujourd'hui dans une phase où les critiques et les doutes sont parfois formulés, et c'est légitime. Mais on doit aussi être tellement reconnaissants de ce qui a été réalisé par les équipes. Le bilan humain aurait pu être encore bien plus lourd si la chaîne de secours, les hôpitaux, la solidarité intercantonale et internationale n'avaient pas marché comme ça. Il y a de nombreux blessés très graves. L'un d'entre eux vient de décéder, d'autres sont encore entre la vie et la mort.

Quand avez-vous pu voir les familles des victimes?

Quelques heures après le drame. Une partie des familles cherchait leurs enfants. Les contacts avec elles ont été constants, vous imaginez bien le souci qu'elles se faisaient. J'ai très vite reçu beaucoup de demandes directes de gens que je connais, plus ou moins proches. Puis on a rapidement été au Régent, l'endroit où les familles étaient rassemblées. Un soutien psychologique leur était apporté par les psychologues d'urgence du 144 valaisan, mais aussi d'autres cantons, qui sont venus rapidement en solidarité. C'est là que nous avons rencontré les familles. Pour moi, c'était le moment le plus terrible.

Pourquoi?

Parce que nous n'avions pas de réponse. On se retrouve face à des mamans, des papas, des frères et des sœurs qui ne savent pas où est leur petit et qui veulent des réponses. C'est tellement légitime. Et nous, face à eux, nous n'en savons pas plus.



Ces liens tissés avec les familles resteront sans doute pour toujours



Malgré vos contacts avec tous les acteurs du terrain?

Nous étions en contact continu avec les hôpitaux, avec nos équipes et avec la police, qui commençait à ce moment-là l'identification des corps. Les hôpitaux avaient des difficultés à identifier certains patients qui étaient très, très gravement blessés. Donc on peut juste dire aux familles ce que l'on sait. Tout ce que l'on sait. Mais on n'a pas la réponse à la seule question qui compte pour eux.

Etes-vous, encore aujourd'hui, en contact avec ces familles?

Nous les avons rencontrées à plusieurs reprises, j'ai encore des contacts très réguliers avec bon nombre d'entre elles et je réponds à toutes les demandes. Je ne les connaissais pas. Certaines ont perdu leur enfant, d'autres ont leur enfant à l'hôpital. C'est clair que des liens se sont tissés. Ces moments sont vraiment très forts. Ces liens resteront sans doute pour toujours.

Certaines familles vous donnent-elles des nouvelles?

Oui, et puis j'en prends aussi auprès de celles qui m'ont contacté une première fois.

L'enseignant que vous êtes a-t-il pensé en priorité à ses confrères, confrontés à la rentrée du 5 janvier? Ou le ministre de la Santé a-t-il d'abord été préoccupé par les soignants? Peut-on seulement hiérarchiser ces inquiétudes?

Non. Ce n'est pas possible de hiérarchiser. En fait, on fait comme on peut. On essaie de faire le moins d'erreurs possible dans cette gestion de crise, pour ne pas rajouter de la souffrance aux familles. La communication par exemple. On nous a dit parfois qu'on tardait à donner des chiffres, mais on voulait absolument qu'ils soient consolidés. On ne pouvait pas donner un nombre de personnes hospitalisées ou décédées avant qu'il ne soit vérifié et certain. On ne peut pas jouer avec les espoirs des gens. On a été très prudents. Depuis le début, les familles sont la priorité du gouvernement. On leur apporte le maximum de soutien possible, financier, mais aussi humain, le soutien des soignants, le soutien psychologique. Et il faudra le faire sur le long terme aussi.



Nous devons être aux côtés des jeunes et fiers de ce qu'ils offrent à notre société

MATHIAS REYNARD, PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT VALAISAN



Lors de la cérémonie du 9 janvier, en hommage aux victimes, les familles étaient au centre.

Oui, c'est ce que j'ai souhaité: les familles, les copines et les copains de classe, les soignants et les intervenants. Les représentants officiels et politiques étaient sur les côtés.

Votre discours a marqué par sa sincérité et par votre émotion franche. Est-ce une forme de courage d'avoir montré de la vulnérabilité, là où les politiques sont plus volontiers dans l'action?

J'ai essayé d'écrire ce que j'avais dans les tripes. D'écrire un discours dont les mots pouvaient apporter du soutien, de la bienveillance, de la solidarité. Pour nous montrer aux côtés des familles et de toutes celles et ceux qui ont fait un travail admirable. Et puis, aussi, pour donner un peu d'espoir à la jeunesse. Ce n'est pas normal, à cet âge-là, de vivre ça. C'est insupportable! Nous devons être à leurs côtés et fiers de ce qu'ils offrent à notre société.

Etes-vous satisfait de l'organisation mise sur pied pour cette cérémonie?

Oui, elle a été organisée par les équipes de l'Etat du Valais, en quelques jours, avec des contraintes importantes liées à la présence du président italien, du président français et de nombreuses délégations étrangères. Avec l'idée d'avoir une cérémonie pour les familles et les proches. C'était compliqué, mais nous avons fait au mieux. C'était une cérémonie digne, humaine et sobre. Pour avoir eu de nombreux retours de familles et de proches, c'était ce qui était attendu: un moment où on a créé du lien collectif, partagé des valeurs, un moment de solidarité, d'unité, de destin commun.

Est-ce à vous qu'est revenue la tâche d'annoncer à Emmanuel Macron qu'il ne pourrait pas prendre la parole lors de la cérémonie?

La volonté était claire. Nous voulions une cérémonie qui laisse de la place au recueillement, à la poésie, à la solidarité. On pensait que c'était ce qui ferait le plus de bien aux personnes concernées, mais aussi à toute la communauté, qui a vécu une sorte de traumatisme collectif. Le président Macron a été un très fort soutien pour nous, il a tenu à venir alors qu'il n'y avait pas de prise de parole prévue. De même pour le président Mattarella.

En tant que président du gouvernement, quel est exactement votre rôle dans une crise de cette ampleur? Vous devez gérer tout et tout le monde?

Non. L'Hôpital du Valais fait un travail hors norme. Je suis en soutien, je vais voir les équipes, on est vraiment derrière eux au niveau des moyens financiers. Très vite, j'ai eu des contacts avec mes collègues ministres de la Santé dans les autres cantons, en particulier avec Rebecca Ruiz dans le canton de Vaud, mais aussi avec la ministre de la Santé française et avec le ministre des Affaires étrangères italien. Le but de ces échanges est de faciliter le travail des gens du terrain. C'est à eux qu'on doit vraiment tirer notre chapeau. Nous, on essaie d'être à la hauteur.

Vous évoquiez l'impatience des médias par rapport à la communication des chiffres. Avez-vous une critique à formuler envers la presse, arrivée du monde entier à Crans-Montana pour couvrir le drame?

Un moment comme celui-là a pu faire ressortir des comportements inadéquats. L'agressivité envers les équipes et les pressions sur les familles ne sont pas acceptables. Mais j'aimerais souligner qu'il s'agit d'attitudes minoritaires et que l'immense majorité des journalistes a travaillé avec respect, dignité et retenue. Je préfère retenir ça que les éléments moins positifs.

Quel est le fin mot de l'histoire concernant les journalistes qui auraient tenté de pénétrer dans l'hôpital de Sion déguisés en infirmiers? Il y a eu confusion avec le drame du car scolaire à Sierre?

C'est apparemment arrivé lors du drame de l'accident de car avec des enfants belges à Sierre. Lors d'une conférence de presse, le directeur général de l'Hôpital de Sion, Eric Bonvin, a dit «avoir connu» des journalistes qui voulaient se faire passer pour des soignants. Ça a été mal interprété. Pour lui, c'était clair que la formule «on a connu» faisait référence au car de Sierre. Mais cette fois, ça ne s'est pas produit. L'Hôpital a toutefois dû mettre en place un système de sécurité parce que certains journalistes étaient assez intrusifs, ce qui est regrettable. La priorité pour l'Hôpital est de protéger l'intimité et la vie privée des familles et des personnes hospitalisées. Pouvoir se reposer et se sentir en sécurité est essentiel pour la convalescence.



Si le gouvernement commençait à se mêler de l'enquête, ce serait une faute grave

MATHIAS REYNARD, PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT VALAISAN



L'enquête du Ministère public valaisan est passablement critiquée depuis les premiers jours. Que pouvez-vous dire sans interférer avec la justice?

En fait, je ne peux rien dire. La séparation des pouvoirs est très forte dans notre pays. C'est un principe fondamental et fondateur des démocraties. Chaque région, chaque pays, chaque période a ses instants de tiraillements entre ses pouvoirs. Mais pour moi qui me suis toujours battu contre le copinage, contre les interventions du politique là où il ne doit pas y en avoir, j'en appelle à la retenue. Si le gouvernement commençait à se mêler de l'enquête et à donner son avis sur la justice, ce serait une faute grave. C'est à l'enquête d'établir les faits.

Qu'attendez-vous, alors, de cette enquête?

Tout ce que je peux dire, c'est qu'on veut que toute la vérité soit faite. Que toutes les responsabilités soient établies, y compris celles de collectivités publiques et des autorités politiques. Il faut la pleine lumière. On le doit évidemment aux victimes, aux familles, mais aussi à l'ensemble de la société. La confiance dans la justice et dans nos institutions est plutôt forte en Suisse, mais elle l'est parce que les valeurs qui les guident sont l'intégrité, la transparence et l'indépendance.

Vous avez mentionné votre combat contre le copinage. Cette réputation qui colle à la peau du Valais vous énerve-t-elle? Vous blesse-t-elle? Ou vous pousse-t-elle à une exigence accrue?

Je dirais que ça pousse à une exigence extrêmement élevée. Peut-être que tout n'est pas parfait, ce n'est pas à moi de juger, mais on doit faire en sorte que tout soit fait avec le plus de sérieux, de conscience, d'humanité et de rigueur possible. Quant aux clichés sur le canton, je me suis toujours battu pour la transparence et contre les conflits d'intérêts. Pour tout ce qui relève de mes compétences, je vais continuer avec la même ligne dans la gestion de ce drame comme dans les autres dossiers.

Que pouvez-vous répondre aux avocats qui se sont saisis du dossier et émettent des doutes envers les institutions valaisannes?

L'intérêt des familles c'est que justice soit rendue de la façon la plus rigoureuse possible. On doit être à la hauteur de l'événement. Ce grand théâtre auquel on assiste parfois, mis en scène par certaines personnes dans ces moments terribles, qu'est-ce que ça apporte? J'ai l'impression que ça amène plus de souffrance qu'autre chose aux familles, alors qu'elles ont droit à un processus juridique irréprochable pour établir toutes les responsabilités.



Ce drame nous rappelle aussi que les lois ne sont pas là pour embêter les gens

MATHIAS REYNARD, PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT VALAISAN



Il y aura un avant et un après Crans-Montana. Qu'est ce qui va changer, concrètement?

Le drame a suscité une prise de conscience très forte au sujet des contrôles incendie, pas seulement Valais. D'autres cantons et d'autres pays renforcent ces contrôles. 41 personnes, pour la plupart des adolescents, sont décédées. 115 ont été gravement blessées à cause d'erreurs ou de négligence, l'enquête le déterminera. Dans notre pays, on doit pouvoir sortir s'amuser sans se mettre en danger. Ce qui est arrivé est insupportable. Les autorités responsables des contrôles, mais aussi ceux qui en ont la responsabilité à titre individuel, doivent prendre les mesures nécessaires.

Qu'attendez-vous des politiques?

De tirer toutes les conclusions de l'enquête pour changer tout ce qui doit l'être. Ce drame nous rappelle aussi que les lois ne sont pas là pour embêter les gens. Il en va de la sécurité et de valeurs fondamentales de la société. J'espère une prise de conscience plus forte sur l'importance de ces lois qui nous protègent et sur la nécessité d'accorder les moyens nécessaires aux institutions pour fonctionner de manière optimale.

Et au-delà des normes, de quoi sera fait l'après?

De vivre ensemble. On n'oubliera jamais. Un important travail doit être fait pour qu'on n'oublie jamais.

Quelle forme prendra ce souvenir?

J'ai demandé à mes équipes de commencer à travailler sur une forme de mémorial, qui devrait avoir sa place à Crans-Montana. Les familles doivent être impliquées dans ce projet. Nous travaillons aussi à la création d'une Fondation en soutien aux victimes et à leurs proches. Je veux dire aux familles qu'on n'oubliera pas, qu'on ne tournera pas la page. La vie ne va pas pouvoir reprendre comme si de rien n'était.

Qu'est-ce que ce drame a changé à votre rôle d' élu?

Quand on devient président du gouvernement, on ne se dit jamais qu'on va faire face à un drame. Là, on est dans un drame qui a coûté la vie à 41 personnes, des jeunes, et qui a changé la vie de 115 blessés graves et de leurs familles. On doit faire de notre mieux pour que les mesures soient prises le plus vite, le plus humainement possible, et notre rôle est aussi d'apporter de l'unité.

L'image de notre pays sera-t-elle marquée, sur le long terme, par cette tragédie?

Ça pourrait se passer partout, mais ça ne devrait arriver nulle part. Notre pays sera jugé aussi sur la façon de gérer le drame, le soutien apporté aux familles et aux victimes, et sur ce que va faire la justice. Elle porte une très grande responsabilité. Et nous avons une responsabilité collective d'être présents sur la longue durée. Il ne se passe pas un instant, dans mes journées, où je ne pense pas à ces jeunes et à leurs familles.